

Affaires courantes

[Français]

Mme le vice-président: M. Crawford propose que le projet de loi soit maintenant lu une première fois et imprimé.

Conformément à l'article 69(1) du Règlement, la motion est réputée adoptée.

(Le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

L'ÉDUCATION

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Madame la Présidente, j'ai 19 pétitions signées par des habitants de l'Ontario ainsi que de régions aussi éloignées que l'Ouest et l'Est du Canada. Ces pétitionnaires veulent l'adoption d'épreuves uniques pour les étudiants, dans tout le pays.

Les personnes qui se sont portées volontaires pour recueillir ces signatures étaient dirigées par M^{me} Cynthia Bled, membre du Conseil scolaire d'Ottawa. Je tiens à remercier toutes ces personnes de leur excellent travail.

Les intéressés sont préoccupés, tout comme un grand nombre d'entre nous, par le fait que les jeunes Canadiens quittent l'école trop rapidement. Environ 30 p.100 des étudiants ne terminent pas leurs études secondaires, et 40 p. 100 des Canadiens, en 1993, éprouvent des difficultés à lire et à compter.

Si nous voulons soutenir la concurrence au sein de l'économie mondiale, il va falloir former nos jeunes de façon à ce qu'ils puissent mieux se défendre et à ce qu'ils apprennent et développent de meilleures compétences.

Les pétitionnaires demandent l'adoption d'un examen normalisé dans tout le pays et j'appuie cette requête.

LE JEU DU TUEUR EN SÉRIE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le privilège de présenter d'autres pétitions concernant le jeu de société du tueur en série.

Les pétitions d'aujourd'hui sont signées par 1 549 Canadiens d'un bout à l'autre du pays, qui demandent au gouvernement de bannir l'importation de ce jeu.

Comme les députés le savent, j'ai déposé à ce jour une série de pétitions, qui portent 46 695 signatures au total et dont le but est de faire interdire ce produit. Ce chiffre ne tient pas compte des pétitions que d'autres députés ont présentées jusqu'à maintenant.

Je remercie tous les Canadiens et tous les parlementaires qui ont facilité cette initiative et qui continuent de le faire. J'invite les Canadiens à faire signer d'autres pétitions afin que nous puissions faire interdire l'importation de ce produit au Canada.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition en vertu de l'article 36 du Règlement.

Des citoyens de ma région, à Okanagan Falls, Penticton, Kaleden, Oliver, Osoyoos, Greenwood, Grand Forks, Keremeos et Summerland, s'inquiètent du coût des télécommunications, maintenant qu'Unitel est entré sur le marché et que le gouvernement a fait adopter un nouveau projet de loi.

Ils ont demandé au gouvernement de consulter toutes les parties intéressées, notamment les habitants des zones rurales, qui risquent de devoir payer beaucoup plus cher le service de téléphone local. C'est déjà ce qu'on observe en Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à tenir des audiences dans les localités rurales, avant de décider du sort du réseau téléphonique du Canada, et de prêter attention aux indications recueillies au moyen de ces audiences.

L'ÉDUCATION

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Madame la Présidente, je voudrais présenter une pétition certifiée correcte par le greffier. Il s'agit de 25 pétitionnaires qui se demandent si les 55 milliards de dollars consacrés à l'éducation et à la formation sont bien dépensés.

Les pétitionnaires prient humblement le Parlement de collaborer avec les provinces et d'établir un examen uniformisé pour tous les étudiants du Canada.

• (1020)

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): À l'instar des députés de Bonavista—Trinity—Conception et d'Ottawa—Vanier, j'ai une pétition à présenter au nom de nombreux citoyens d'Ottawa qui s'inquiètent eux aussi des dépenses que les gouvernements engagent au Canada dans le domaine de l'éducation.

Les pétitionnaires pressent le Parlement du Canada de collaborer avec les provinces à l'établissement d'un examen uniformisé pour tous les étudiants du pays afin que les contribuables en aient plus pour leur argent.